Les premiers noyaux de la milice ouvrière se trouvent inévitablement faibles, isolés, inexpérimentés. Les routiniers et les sceptiques secouent la tête avec mépris. Il se trouve des cyniques qui n'ont pas honte de railler l'idée de la milice ouvrière dans un entretien avec les journalistes du Comité des Forges. S'ils pensent s'assurer ainsi contre les camps de concentration, ils se trompent. L'impérialisme se fiche de l'avilissement de tel ou tel chef ; il lui faut écraser la classe.

Quand Guesde et Lafargue, tout jeunes, entreprirent la propagande du marxisme, ils passèrent aux yeux des sages philistins pour des solitaires impuissants et des utopistes naïfs. Néanmoins, ce sont eux qui ont creusé le lit de ce mouvement, qui porte sur lui tant de routiniers parlementaires. Dans le domaine littéraire, syndical, coopératif les premiers pas du mouvement ouvrier furent faibles, chancelants, peu assurés. Mais malgré sa pauvreté, le prolétariat, grâce à son nombre et à son esprit de sacrifice, a créé de puissantes organisations.

L'*organisation armée du prolétariat*, qui au moment présent coïncide presque complètement avec la *défense contre le fascisme*, est une nouvelle branche de la lutte de classes. Les premiers pas ici sont aussi inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. Il est même impossible d'éviter complètement la provocation. La sélection des cadres s'obtiendra peu à peu et cela d'autant plus sûrement, d'autant plus solidement que la milice sera plus près des usines, là où les ouvriers se connaissent bien l'un l'autre.

Mais l'initiative doit partir nécessairement d'enhaut. *Le parti peut et doit donner les premiers cadres.* Sur la même voie doivent aussi se mettre — et ils s'y mettront inévitablement — les syndicats. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une plus grande sympathie et un plus grand soutien dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.

Que dire de ces messieurs, qui, en guise de sympathie et de soutien, apportent blâme et raillerie ou, pis encore, représentent devant l'ennemi de classe les détachements d'auto-défense ouvrière comme des détachements d'« insurrection » et de « putsch » ? Regardez, en particulier le «Combat (?) Marxiste (!)«. Des pédants savants et à demi savants, des adjudants théoriciens de Jouhaux, dirigés par les menchéviks russes, raillent méchamment les premiers pas de la milice ouvrière. Il est impossible de donner à de tels messieurs d'autre nom que celui d'ennemis directs de la révolution prolétarienne.

La milice ouvrière et l'armée

Mais ici les routiniers conservateurs lancent leur dernier argument : « Est-ce que vous pensez qu'à l'aide de détachements de milice mal armés le prolétariat pourra conquérir le pouvoir, c'est-à-dire remporter la victoire sur l'armée actuelle, avec sa technique moderne (les tanks; l'aviation !! les gaz!!!)?... » Il est difficile d'imaginer un argument plus plat et plus trivial, d'ailleurs cent fois contredit par la théorie et par l'histoire. Néanmoins on le présente chaque fois comme le dernier mot d'une pensée « réaliste ».

Si on admet même pour un instant que les détachements de la milice se révéleront demain inaptes dans la lutte pour le pouvoir, ils n'en sont pas moins nécessaires *aujourd'hui* pour la défense des organisations ouvrières. Les chefs de la C.G.T. se refusent, comme on sait, à toute lutte pour le pouvoir. Cela n'arrêtera nullement les fascistes devant l'écrasement de la C.G.T. Les syndicalistes, qui ne prennent pas à temps des mesures de défense, commettent un crime contre les syndicats, indépendamment de leur orientation politique.

Considérons de plus près, pourtant, l'argument capital des pacifistes : « Les détachements armés d'ouvriers sont impuissants contre l'armée contemporaine ». Cet « argument » est dirigé, au fond, non non pas contre la milice, mais *contre l'idée même de révolution prolétarienne.* Si on admet pour un instant que l'armée outillée jusqu'aux dents se trouvera *dans toutes les conditions* du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement à la milice ouvrière, mais au socialisme en général. Alors le capitalisme est éternel.

Heureusement, il n'en est pas ainsi. La révolution prolétarienne suppose une exacerbation extrême de la lutte des classes, à la ville et au village, et par conséquent aussi dans l'armée. La révolution ne remportera la victoire que lorsqu'elle aura conquis à elle ou, au moins, neutralisé le noyau fondamental de l'armée. Cette conquête, pourtant, ne peut s'improviser : il faut la préparer systématiquement.

Ici, le doctrinaire pacifiste nous interrompt pour tomber — en paroles — d'accord avec nous. « Evidemment — dira-t-il — il faut conquérir l'armée au moyen d'une propagande continuelle. Or, c'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre — le succès de cette lutte rend inutile l'armement des ouvriers. »

Cela est-il vrai? Non, c'est radicalement faux. Une conquête pacifique, sereine de l'armée est encore moins possible que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. Déjà, les campagnes très modérées contre la mortalité dans les casernes et contre les deux ans vont sans aucun doute conduire à un rapprochement entre les ligues patriotiques et les officiers réactionnaires, à un complot direct de leur part et aussi au versement redoublé des subsides que le capital financier donne aux fascistes. *Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement.* Telle est la dialectique réelle et non inventée de la lutte. La conclusion est que dans le processus même de la propagande et de la préparation il faut savoir se défendre les armes à la main, et de mieux en mieux.

Pendant la révolution

Pendant la révolution se produiront dans l'armée des oscillations inévitables, une lutte intérieure s'y mènera. Même les fractions les plus avancées ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leur yeux que *les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre.* La tâche des détachements fascistes sera de ne pas permettre le raprpochement entre le prolétariat révolutionnair et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début pour enlever aux meilleurs fractions de l'armée la possibilité de soutenir les insurgés. En même temps les fascistes viendront en aide aux détachements réactionnaires de d l'armé pour désarmer les régiments les plus révolutionnaire et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début pour enlevers aux meilleures fractions de l'armée la possibilité

Quelle sera en ce c s notre tâche ?

Il est impossible de dire par avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné. Mais on peut, sur la base de toute l'expérience de l'histoire, affirmer avec certitude que l'insurrection en aucun cas et dans aucun pays ne prendra le caractère d'un simple duel entre la milice ouvrière et l'armée. Le rapport des forces sera bien plus complexe et incomparablement plus favorable au prolétariat. *La milice ouvrière* — non par son armement, mais par sa conscience et son héroïsme — sera l'*avant-garde de la révolution.* Le *fascisme* sera l'*avant-garde de la contre-révolution.* La milice ouvrière, avec le soutien de toute la classe, avec la sympathie de tous les travailleurs, devra battre, désarmer, terroriser les bandes de brigands de la réaction et ouvrir ainsi aux ouvriers la voie vers la *fraternisation révolutionnaire avec l'armée.* L'alliance des ouvriers et des soldats viendra à bout des fractions contre-révolutionnaires. Ainsi sera assurée la victoire.

Les sceptiques hausseront les épaules avec mépris. Mais les sceptiques font le même geste à la veille de toutes révolution victorieuse. Le prolétariat fera bien de prier à temps les sceptiques de s'en aller bien loin. Le temps est trop précieux pour expliquer la musique aux sourds, les couleurs aux aveugles et aux sceptiques la révolution socialiste.

V

Le prolétariat, les paysans, l'armée, les femmes, les jeunes

Le Plan de la C.G.T. et le Front Unique

Jouhaux a emprunté l'idée du Plan à De Man. Chez tous deux le but est le même : masquer le dernier *krach du réformisme* et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, pour le détourner de la révolution.

Ni de Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs «plans». Ils ont pris tout simplement les revendications fondamentales du *programme de transition marxiste*, la nationalisation des banques et des industries-clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs ils ont mis une opération financière de *rachat.*

Le pouvoir doit comme auparavant rester dans les mains du « peuple », c'est-à-dire de la bourgeoisie. Mais l'Etat rachète les plus importantes branches de l'industrie (on ne nous dit pas lesquelles exactement) à leurs propriétaires actuels, qui deviennent pour deux ou trois générations des rentiers parasitaires : la pure et simple exploitation privée capitaliste fait place à une exploitation indirecte, par l'intermédiaire d'un capitalisme d'Etat.

Comme Jouhaux comprend que même ce programme émasculé de nationalisation est absolument irréalisable sans lutte révolutionnaire, il déclare par avance qu'il est prêt à *changer son « plan » en petite monnaie* de réformes parlementaires dans le style à la mode d'économie dirigée. L'idéal pour Jouhaux serait qu'au moyen d'arrangements dans les coulisses il réduise toute opération à ce que dans différents conseils économiques et industriels siègent des bureaucrates syndicaux, sans pouvoir et sans autorité, mais avec des jetons de présence.

Ce n'est pas pour rien que le plan de Jouhaux — son plan réel qu'il cache derrière le « Plan » de papier — a reçu le soutien des néos et même l'approbation de Herriot !

Le sage idéal du syndicalisme « indépendant » ne sera, pourtant, réalisé que si le capitalisme se régénère de nouveau et si les masses ouvrières retombent sous le joug. Mais si le déclin capitaliste se poursuit? Alors le plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées », peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.

Evidemment, effrayé par l'exemple belge, Jouhaux s'est empressé de reculer. Le point le plus important de l'ordre du jour du Comité National de la C. G. T., au milieu de mars, — la propagande pour le plan — s'est trouvé inopinément escamoté. Si cette manœuvre à plus ou moins réussi, la faute en retombe entièrement sur la direction du Front Unique.

Les chefs de la C.G.T. ont lancé leur « Plan » pour avoir la possibilité de concurrencer les partis de la révolution. Par là, Jouhaux a montré qu'à la suite de ses inspirateurs bourgeois il apprécie la situation comme révolutionnaire (dans le sens large du mot). Mais *l'adversaire révolutionnaire n'est pas apparu sur l'arène.* Jouhaux décida de ne pas s'engager plus loin dans une voie pleine de risques. Il recula et maintenant il attend.

En janvier, la C.A.P. du Parti Socialiste proposa au Parti Communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Si dans le Comité Central du Parti Communiste avaient siégé des révolutionnaires, ils auraient dû saisir cette proposition des deux mains. En ouvrant une large campagne pour le pouvoir, ils auraient accéléré la mobilisation révolutionnaire à l'intérieur de la S.F.I.O. et en même temps auraient contraint Jouhaux à mener de l'agitation pour son « Plan ». En suivant cette voie, on aurait pu forcer la C.G.T. à prendre sa place dans le Front Unique. Le poids spécifique du prolétariat français se serait accru de plusieurs fois.

Mais dans le Comité Central du Parti Communiste siègent non pas des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire », répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la S.F.I.O. respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l'ordre du jour la question de la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale *sans aucun programme.* L'Internationale Communiste a joué encore une fois un rôle réactionnaire.

Alliance révolutionnaire avec la paysannerie

La crise de l'agriculture constitue maintenant le principal réservoir des tendances bonapartistes et fascistes. Quand la misère prend le paysan à la gorge, il est capable de faire les sauts les plus inattendus. Il regarde la démocratie avec une méfiance croissante.

« Le mot d'ordre de la défense des libertés démocratiques — écrit Monmousseau (« Cahier du Bolchévisme », 1er septembre 1934, page 1017) — correspond parfaitement à l'esprit de la paysannerie. » Cette phrase remarquable montre que Monmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale. Les paysans commencent à tourner le dos aux partis de « gauche », précisément parce que ceux-ci sont incapables de leur proposer rien d'autre que des paroles en l'air sur la « défense de la démocratie ».

Aucun programme de « revendications immédiates » ne peut donner quelque chose de sérieux au village. Le prolétariat doit parler avec les paysans le *langage de la révolution :* il ne trouvera pas d'autre langue commune. Les ouvriers doivent élaborer un programme de *mesures révolutionnaires pour le salut de l'agriculture* en commun avec les paysans.

Les paysans craignent surtout la *guerre.* Peut-être, avec Laval et Litvinov, allons-nous les leurrer d'espoirs en la Société des Nations et dans le « désarmement » ? Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de renverser sa propre bourgeoisie et de donner le signal de la transformation de l'Europe en *Etats-Unis des Républiques Ouvrières et Paysannes.* Sans révolution, point de salut contre la guerre.

Les paysans travailleurs souffrent des conditions usuraires du *crédit.* Pour changer ces conditions, il n'y a qu'une voie : exproprier les banques, les concentrer dans les mains de l'état ouvrier et, sur le compte des requins financiers, créer un *crédit de faveur* pour les petits paysans pour les coopératives paysannes en particulier. Sur les banques de crédit agricole doit être instauré le *contrôle paysan.*

Les paysans souffrent de l'exploitation des trusts d'engrais et de la meunerie. Il n'y a pas d'autre voie que de *nationaliser les trusts d'engrais et la grande meunerie* et de les subordonner complètement aux intérêts des paysans et des consommateurs.

Différentes catégories de paysans (fermiers, métayers) souffrent de l'exploitation des grands propriétaires fonciers. Il n'y a pas d'autre moyen de lutte contre l'*usure foncière* que l'expropriation des usuriers fonciers par les *comités de paysans* sous le contrôle de l'Etat ouvrier et paysan.

Aucune de ces mesures n'est concevable sous la domination de la bourgeoisie. De petites aumônes ne sauveront pas le paysan, des palliatifs ne lui serviront de rien. Il faut des mesures révolutionnaires hardies. Le paysan les comprendra, les approuvera et les soutiendra, si l'ouvrier lui propose sérieusement de *lutter en commun pour le pouvoir.*

Ne pas attendre que la petite bourgeoisie se détermine elle-même, mais *former sa pensée, forger sa volonté,* — voilà la tâche du parti ouvrier. C'est seulement ainsi que pourra se réaliser l'union des ouvriers et des paysans.

L'Armée

L'état d'esprit de la majorité des officiers de l'armée reflète l'état d'esprit réactionnaire des classes dominants du pays, mais sous une forme encore plus concentrée. L'éta d'esprit de la masse des soldats reflète l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, mais sous une forme affaiblie : la bourgeoisie sait beaucoup mieux maintenir la liaison avec les officiers que le prolétariat avec les soldats.

Le fascisme en impose extrêmement aux officiers, car ses mots d'ordre sont décisifs et qu'il est prêt à trancher les questions difficiles par le revolver et la mitrailleuse. Nous disposons de pas mal de renseignements dispersés sur la liaison entre les ligues fascistes et l'armée, aussi bien par l'intermédiaire d'officiers re réserve que d'active cependant il ne nous parvient qu'une partie infime de ce qui se passe en fait. Maintenant doit grandir dans l'armée le rôle des rengagés. En eux la réaction trouvera pas mal d'agents supplémentaires. *Le noyautage fasciste de l'armée, sous la protection du grand Etat-major, est en pleine marche.*

Les jeunes ouvriers conscients à la caserne pourraient offrir avec succès une résistance à la démoralisation fasciste. Mais le grand malheur est qu'eux-mêmes sont politiquement désarmés : ils n'ont pas de programme. Le jeune chômeur, le fils du petit paysan, du petit commerçant ou du petit fonctionnaire apportent dans l'armée le mécontentement des milieux sociaux, d'où ils sortent. Que leur dira le communiste à la caserne, sinon que « la situation n'est pas révolutionnaire ? » Les fascistes pillent le programme marxiste, en changeant avec succès certaines de ses parties en instrument de démagogie sociale. Les « communistes » (?) renient en fait leur programme, en lui substituant les débris pourris du réformisme. Peut-on on concevoir une banqueroute plus frauduleuse ?

L'*Humanité* se concentre sur les « revendications immédiates » des soldats : c'est nécessaire, mais ce n'est qu'une centième partie du programme. L'armée vit maintenant plus que jamais d'une vie politique. Toute crise sociale est, nécessairement, une crise de l'armée. *Le soldat français attend et cherche des réponses claires. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de* meilleure réponse aux questions de la crise sociale et de meilleure réplique à la démagogie des fascistes que le *programme du socialisme.* Il faut le déployer hardiment dans le pays et par mille canaux il pénétrera dans l'armée !

Les Femmes

La crise sociale, avec son cortège de calamités, pèse le plus lourdement sur les femmes travailleuses. Elles sont opprimées doublement : par la classe possédante et par leur propre famille.

Il se trouve des « socialistes », qui craignent que les femmes aient le droit de vote, vu l'influence qu'a sur elles l'église Comme si le sort du peuple dépendait du plus ou moins grand nombre des municipalités de « gauche » en 1935, et non de la situation morale, sociale et politique des millions d'ouvrières et de paysannes à l'époque prochaine !

Toute crise révolutionnaire se caractérise par l'éveil des meilleures qualités de la femme des classes travailleuses : la passion, l'héroïsme, le dévouement. L'influence de l'église sera balayée non pas par le rationalisme impuissant des « libres-penseurs », ni par la fade cagoterie des francs-maçons, mais par la lutte révolutionnaire pour l'émencipation de l'humanité, par conséquent, en premier lieu, de l'ouvrière.

Le programme de la révolution socialiste doit retentir de nos jours comme le tocsin pour les femmes de la classe ouvrière !

Les Jeunes

La condamnation la plus cruelle de la direction des organisations ouvrières, politiques et syndicales, est la faiblesse des organisations de jeunes. Sur le terrain de la *philanthropie,* du *divertissement* et du *sport,* la bourgeoisie et l'Eglise sont incomparablement plus fortes que nous. On ne peut leur arracher la jeunesse ouvrière que par le programme socialiste et l'action révolutionnaire.

A la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique, mais non une tutelle importune. Le bureaucratisme conservateur étouffe et repousse la jeunesse. Si le régime des Jeunesses Communistes avaient existé en 1848, nous n'aurions pas eu de Gavroche. La politique de passivité et d'adaptation se reflète d'une façon particulièrement funeste sur les *cadres* de la jeunesse. Les jeunes bureaucrates deviennent vieux avant l'âge : ils connaissent tous les genres de manœuvres dans les coulisses, mais ils ne connaissent pas l'A B C du marxisme. Ils se forment des « convictions » à telle ou telle occasion, selon les exigences de la manœuvre. Ceux d'entre nous qui ont assisté au dernier congrès de l'Entente de la Seine, ont observé d'assez près ce type.

Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquelles rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution !

VI

Pourquoi la Quatrième Internationale?

La faillite de l'Internationale Communiste

Dans sa lettre au Conseil National du Parti Socialiste, le Comité Central du Parti Communiste a proposé, comme base pour l'unification, « le programme de l'Internationale Communiste, qui a conduit à la victoire du socialisme en U.R.S.S. alors que le programme de la IIe Internationale n'a pas résisté à l'épreuve tragique de la guerre et a abouti au douloureux bilan de l'Allemagne et de l'Autriche. » Que la Seconde Internationale ait fait faillite, les marxistes révolutionnaires l'ont proclamé dès août 1914. Tous les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer cette appréciation. Mais en montrant la banqueroute incontestable de la social-démocratie en Allemagne et en Autriche, les stalinistes oublient de répondre à une question : *que sont donc devenues les sections allemande et autrichienne de l'Internationale Communiste?* Le Parti Communiste allemand s'est écroulé devant l'épreuve historique aussi ignominieusement que la social-démocratie allemande. Pourquoi? Les ouvriers allemands voulaient lutter et croyaient que «Moscou» les mènerait au combat; ils tendaient sans cesse à gauche. Le Parti Communiste allemand grossissait rapidement; à Berlin, il dépassait numériquement la social-démocratie. Mais il se trouva intérieurement ravagé, avant que vint l'heure de l'épreuve. L'étouffement de la vie intérieure, la volonté de commander au lieu de convaincre, la politique de zigzags, la nomination des chefs par en haut, le système de mensonge et de tromperie des masses — tout cela démoralisa le parti jusqu'à la moelle. Quand approcha le danger, le parti se trouva être un cadavre. Il est impossible d'effacer ce fait de l'histoire.

Après la capitulation honteuse de l'Internationale Communiste en Allemagne, les Bolchéviks-Léninistes, sans hésietr une minute, proclamèrent : la Troisième Internationale est morte ! Il n'est pas besoin de rappeler les injures que lancèrent contre nous les stalinistes de tous les pays. L'*Humanité*, déjà après l'avènement définitif de Hitler, affirmait de numéro en numéro : « Il n'y a pas de défaite en Allemagne. » « Seuls des renégats peuvent parler de défaite. » « Le Parti Communiste allemand croît d'heure en heure. » « Le Parti de Thaelmann se prépare à la prise du pouvoir. » Rien d'étonnant si ces fanfaronnades criminelles après la plus grande catastrophe historique ont démoralisé encore plus les autres sections de l'Internationale Communiste : une organisation, qui a perdu la capacité d'apprendre de sa propre défaite, est irrémédiablement condamnée.

La leçon de la Sarre

La preuve ne tarda pas. Le plébiscite de la Sarre fut pour ainsi dire monté pour montrer quels restes de confiance le prolétariat allemand gardait dans la Seconde et la Troisième Internationales. Les résultats sont là : mises devant la nécessité de choisir entre la violence triomphante de Hitler et l'impuissance pourrie des partis ouvriers banqueroutiers, les masses donnèrent à Hitler 90 % des voix et au front commun de la Seconde et de la Troisième Internationales (si on excepte la bourgeoisie juive, les affairistes intéressés, les pacifistes, etc.), probablement pas plus de 7 %. Tel est le *bilan commun du réformisme et du stalinisme.* Malheur à celui qui n'a pas compris cette leçon !

Les masses travailleuses ont voté pour Hitler parce qu'elles ne voyaient pas d'autre voie. Les partis, qui pendant des dizaines d'années les avaient éveillées et rassemblées au nom du socialisme, les ont trompées et trahies. Voilà la conclusion commune qu'ont fait les travailleurs! Si en France le drapeau de la révolution socialiste s'était élevé bien haut, le prolétariat de la Sarre aurait tourné ses regards vers l'Ouest et aurait placé la solidarité de classe au-dessus de la solidarité nationale. Mais, hélas, le coq gaulois n'annonçait pas au peuple sarrois une aurore révolutionnaire. Bien que sous le couvert du front unique, en France, se mène la même politique de faiblesse, d'indécision, de piétinement sur place, de manque de confiance dans ses forces, qui a perdu la cause du prolétariat allemand. C'est pourquoi le plébiscite sarrois est non seulement la preuve des résultats de la catastrophe allemande, mais aussi un *avertissement redoutable pour le prolétariat français.* Malheur aux partis qui glissent à la surface des événements, se bercent de paroles, espèrent en des miracles et permettent à l'ennemi mortel et de s'organiser impénument, de s'armer, d'occuper des positions avantageuses et de choisir le moment le plus favorable pour porter le coup décisif !

Voilà ce que nous dit la leçon sarroise.